



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/50/L.5/Add.1  
10 octobre 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Cinquantième session,  
Genève, 6-17 octobre 2003

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET  
DU DÉVELOPPEMENT SUR SA CINQUANTIÈME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève, du 6 au 17 octobre 2003

Rapporteur: M. François Léger (France)

Orateurs:

Administrateur chargé de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement	Éthiopie
Thaïlande, pour le Groupe des 77 et la Chine	Nicaragua
Italie, pour l'Union européenne et les pays candidats	Cuba
Argentine, pour le Groupe latino-américain et caraïbe	Chine
Oman, pour le Groupe asiatique et la Chine	Inde
Zimbabwe, pour le Groupe africain	États-Unis d'Amérique
République islamique d'Iran	République de Corée
Norvège	Bangladesh
Indonésie	Bélarus
Algérie	Fédération de Russie

**Note à l'intention des délégations**

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification à apporter aux déclarations des délégations doit être communiquée avant le **mercredi 22 octobre 2003** à la Section d'édition de la CNUCED, bureau E.8108, télécopieur: 907 0056, téléphone: 907 5656/1066.

**INTERDÉPENDANCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES MONDIALES  
DANS LA PERSPECTIVE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT:  
ACCUMULATION DE CAPITAL, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET  
CHANGEMENTS STRUCTURELS**

(Point 2 de l'ordre du jour)

1. Pour l'examen de ce point, le Conseil était saisi de la documentation ci-après:

*Rapport sur le commerce et le développement 2003, et Aperçu général*  
(UNCTAD/TDR/2003).

2. L'**Administrateur chargé de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement** a dit que l'expérience récente montrait que le développement était un processus cyclique, mais que la politique économique pouvait avoir une grande influence sur l'intensité du cycle dans différents pays. Le *Rapport sur le commerce et le développement* analysait la façon dont les pays en développement d'Asie, contrairement aux pays d'autres régions en développement, avaient réussi à réduire l'intensité de ces cycles et leur écart de revenu avec les pays développés. L'une des raisons en avait été un plus haut niveau et une plus grande stabilité des investissements productifs, lesquels avaient été fortement influencés par un environnement plus favorable à l'investissement dans les secteurs industriels les plus dynamiques, en particulier par des conditions monétaires plus favorables. Beaucoup de pays latino-américains et africains paraissaient confrontés à une désindustrialisation précoce imputable à une accumulation de capital insuffisante et une structure inadéquate de l'investissement.

3. Le représentant de la **Thaïlande**, parlant au nom du **Groupe des 77 et de la Chine**, a dit que, étant donné l'intensité inégale de la reprise économique selon les pays industrialisés, les actuels déséquilibres macroéconomiques et financiers risquaient de déboucher sur une longue période de croissance erratique et atone de l'économie mondiale. L'absence de réelle coordination des politiques face à ces déséquilibres avait déclenché d'amples mouvements monétaires qui pouvaient entraîner des dévaluations compétitives potentiellement préjudiciables à la stabilité monétaire internationale. Les récents appels lancés par le FMI aux grands pays industriels pour qu'ils adoptent des mesures plus expansionnistes et renforcent leur collaboration afin de contrer ces tendances soulignaient la nécessité d'une surveillance et d'une discipline

multilatérales effectives de tous les membres de cette institution dans l'intérêt de la stabilité économique mondiale.

4. Au cours des deux dernières années, les résultats économiques avaient considérablement varié d'une région en développement à une autre, illustrant à la fois la vulnérabilité à différents types de chocs et la diversité des conditions permettant de faire face à ces chocs. En Afrique, le marasme continu des prix de nombreux produits de base, l'absence de dynamique de croissance intérieure, et le faible niveau de l'aide publique au développement aggravaient les faiblesses structurelles de la région et plaçaient les objectifs de développement du Millénaire hors de portée de nombreux pays africains. En Asie de l'Est, la faiblesse de la demande globale n'avait eu jusque-là qu'un impact limité, malgré la dépendance de la région à l'égard des exportations. La vigueur des fondamentaux macroéconomiques et la position de la balance des paiements des pays de la région avaient permis une expansion de la demande intérieure qui avait soutenu la croissance, laquelle était également renforcée par de vigoureuses relations commerciales intrarégionales. La plupart des pays latino-américains n'avaient pas, en revanche, bénéficié d'une telle marge de manœuvre et le ralentissement global avait provoqué des difficultés financières extérieures. La situation actuelle dans certains pays d'Amérique latine rappelait les conditions qui avaient prévalu au cours de la crise de la dette des années 80.

5. Un important enseignement de la période récente était que les pays en développement avaient besoin d'une marge de manœuvre suffisante pour gérer de façon plus équilibrée leur intégration dans l'économie mondiale. Le principe, préconisé au cours de la dernière décennie, d'une priorité donnée aux flux de ressources extérieures par rapport à une utilisation plus stratégique des ressources intérieures, devait être révisé. Les décideurs avaient désormais une meilleure compréhension des facteurs déterminants de l'instabilité des flux de capitaux et des taux de change, mais, malheureusement, la réforme de l'architecture financière internationale était en panne. Les grandes orientations de la politique internationale devaient également être revues à la lumière de ce qui s'était passé à la Conférence de l'OMC à Cancún. Une poursuite de la libéralisation du commerce ne serait viable que si les pays en développement bénéficiaient d'une croissance économique soutenue. La solidarité manifestée par un grand groupe de pays en développement, affichant des niveaux de développement différents et confrontée à des problèmes différents dans le cadre du système commercial, signifiait que des arrangements et

des politiques «favorables au développement» étaient nécessaires, qui tiennent pleinement compte des besoins particuliers des différents pays et des différentes régions. À cet égard, l'évaluation présentée dans le *Rapport sur le commerce et le développement 2003* de l'impact des programmes de réforme économique sur l'investissement, les changements structurels et le commerce était une importante contribution au débat sur la politique internationale du développement. La CNUCED restait le lieu naturel d'un débat sur les enjeux de l'interdépendance économique mondiale dans une perspective de développement. Ces enjeux étaient aujourd'hui plus complexes et plus étroitement imbriqués que jamais au cours des 40 années d'existence de la CNUCED, et la onzième session de la Conférence était une occasion tout à fait opportune de renforcer le rôle de cette institution.

6. Le représentant de l'**Italie**, parlant au nom de l'**Union européenne et des pays candidats (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie)**, a dit que même si l'Union européenne ne souscrivait pas à la totalité des vues qui y étaient exprimées, le *Rapport sur le commerce et le développement 2003* pouvait être utile aux décideurs. Les excès financiers et les déséquilibres économiques globaux des années 90 se révélaient plus difficiles à surmonter que prévu, mais certains signes permettaient d'entrevoir des perspectives plus positives que celles qui étaient tracées dans le Rapport. Le NEPAD en Afrique et de nouvelles équipes dirigeantes en Amérique latine étaient des motifs d'optimisme, et il ne fallait pas sous-estimer l'importance des indicateurs signalant un redressement des profits d'entreprise aux États-Unis. Une reprise de l'investissement et de la demande globale pourrait suivre relativement vite, ce qui améliorerait les perspectives économiques pour les États-Unis et pour le reste du monde. En Europe, de grandes réformes structurelles étaient en cours qui devraient contribuer à redynamiser l'économie. Il serait extrêmement malheureux que les pourparlers commerciaux mondiaux restent indéfiniment en suspens, car un progrès des négociations commerciales multilatérales entraînerait un accroissement des revenus partout dans le monde et contribuerait à réduire la pauvreté.

7. Concernant les mesures à prendre face aux crises financières, il n'était ni possible, ni souhaitable d'appliquer une recette unique. Un renforcement des réglementations prudentielles et de la supervision du système financier pourrait contribuer à une plus grande stabilité financière, mais la régulation et le contrôle des flux financiers ne devaient pas être mis au service

de politiques inappropriées. Les politiques intérieures devaient être adaptées aux réalités spécifiques de chaque pays et être conçues pour rétablir la confiance et garantir un retour ordonné à la stabilité financière. L'analyse présentée dans le *Rapport sur le commerce et le développement 2003* n'accordait pas suffisamment d'attention à différents stades de développement et de bonne gouvernance. Il fallait insister sur la pertinence de l'éducation pour l'adoption de décisions appropriées concernant les stratégies d'investissement et de développement. La formation d'élites culturelles et commerciales et différentes mesures visant à l'«exode des compétences» étaient indispensables à l'enclenchement d'un cycle vertueux de croissance. Tout en analysant de façon fort pertinente les relations entre investissement et croissance, le Rapport présentait une évaluation plus critique que de coutume de l'investissement étranger direct (IED). À long terme, le succès du développement dépendrait également d'une meilleure utilisation de l'IED. L'expérience des pays d'Asie de l'Est avait montré que les efforts d'intégration politique et économique avaient de nombreux effets bénéfiques, dont l'un des moindres n'était pas un accroissement du commerce et de l'investissement. La coopération Sud-Sud pouvait elle aussi apporter beaucoup. Le Consensus de Monterrey et le Programme de Doha pour le développement, que l'Union européenne soutenait sans réserve, étaient le résultat d'une plus large perspective et d'une plus vaste interaction de l'ensemble des acteurs.

8. Le représentant de l'**Argentine**, parlant au nom du **Groupe latino-américain et caraïbe**, a dit que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes étaient probablement ceux qui avaient été le plus durement touchés par le récent ralentissement de l'économie mondiale. Les effets s'en étaient fait sentir de différentes façons: certains pays avaient accusé une diminution de leurs exportations et de leurs recettes touristiques, tandis que d'autres avaient été particulièrement touchés par la chute des prix de leurs exportations de produits de base. D'autres avaient été confrontés à des conditions draconiennes sur les marchés financiers internationaux. Le revenu par habitant dans la région avait diminué en 2001 et 2002, et les projections pour 2003 prévoyaient une stagnation. Cette situation illustre en partie la vulnérabilité de nombreux pays aux chocs extérieurs, mais la croissance était déjà faible depuis 1998, bien avant le ralentissement observé dans les grands pays industrialisés et en dépit de l'intensification des réformes économiques dans les années 90. Ces réformes avaient été jugées essentielles pour accélérer la croissance et réduire les inégalités entre les pays et dans les pays, mais les résultats

avaient été décevants. Il fallait aujourd'hui repenser la conception des programmes de réforme et des stratégies de développement dans la région.

9. La détérioration des conditions extérieures avait révélé certains problèmes structurels auxquels il fallait remédier pour espérer retrouver la voie d'une plus forte croissance. Entre 1991 et 1997, l'Amérique latine et les Caraïbes avaient progressé à un taux annuel moyen de 3,5 %, sans jeter les bases d'un processus de développement pouvant être soutenu en l'absence d'apports permanents de ressources extérieures. Une des conséquences en avait été que les investissements productifs dans la création de nouvelles installations avaient été insuffisants durant toutes ces années. Si les politiques de stabilisation des taux de change des années 90 avaient permis de maîtriser l'inflation, elles avaient aussi entraîné un désalignement des monnaies, une perte de compétitivité internationale et un alourdissement de la dette extérieure. Après les crises asiatique et russe de 1997 et 1998, le transfert net de ressources était devenu négatif. De plus, l'endettement public et privé avait limité la marge de manœuvre disponible pour l'application de politiques économiques expansionnistes. D'après les estimations, le PIB latino-américain serait, en 2003, inférieur de 2 % à son niveau de 1997. La part de l'investissement dans le PIB était tombée à son plus bas niveau depuis des décennies, tandis que les taux de chômage n'avaient cessé d'augmenter durant les années 90. Les inégalités et l'exclusion sociale avaient détérioré le climat politique et social dans plusieurs pays, ce qui avait aussi freiné la croissance économique. Pour rétablir la croissance, il fallait appliquer une stratégie de développement révisée, accordant un rôle aussi bien à l'État qu'aux forces du marché et s'appuyant non seulement sur les exportations, mais aussi sur la demande intérieure. Il fallait rechercher une solution durable aux difficultés de balance des paiements et aux problèmes d'endettement extérieur. L'échec des négociations commerciales à Cancún inquiétait beaucoup les pays de la région, s'agissant en particulier de l'absence de progrès dans le domaine agricole. Ces négociations devraient reprendre aussitôt que possible dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale.

10. Le représentant d'**Oman**, parlant au nom du **Groupe asiatique et de la Chine**, a dit que, malgré quelques légères différences de taux de croissance économique entre les sous-régions et les pays, l'Asie apparaissait comme une zone de prospérité dans l'économie mondiale et avait été la région la plus dynamique en 2002. L'épidémie de SRAS au début de 2003 avait freiné

la croissance dans plusieurs pays de la région; bien que ses conséquences se fassent encore sentir, elle avait été rapidement circonscrite et le rebond de l'activité économique avait restauré la confiance, de sorte que l'impact global sur la croissance devrait être relativement faible, autre preuve de la résilience des économies asiatiques. La région était devenue un élément de plus en plus important de l'économie mondiale. En 2003, l'Asie serait probablement une fois de plus la région la plus dynamique du monde, avec un taux de croissance d'environ 6 % d'après les projections, et on pouvait s'attendre à une progression supplémentaire de la croissance en 2004. Parmi les principaux facteurs expliquant la croissance économique rapide de 2002, on pouvait citer les mesures de stimulation macroéconomique et d'orientation prises en temps opportun par les gouvernements de différents pays de la région. Une demande intérieure dynamique était en train de devenir un élément de plus en plus important de la croissance, et la stabilité macroéconomique et la bonne tenue de la balance des paiements avaient ouvert la voie à une expansion de cette demande. De plus, la forte expansion du commerce intrarégional avait alimenté le dynamisme commercial dans la région en 2002. La Chine était le marché d'exportation le plus dynamique de la région.

11. Comme l'indiquaient les analyses du *Rapport sur le commerce et le développement 2003*, la résilience des économies asiatiques et leur croissance rapide étaient le résultat de politiques efficaces de promotion de l'accumulation de capital, de la croissance et des changements structurels. Dans les pays d'Asie de l'Est, la part de l'investissement dans le PIB avait augmenté tout au long des années 70, et cette progression n'avait été que brièvement interrompue durant la crise de la dette. Ce processus s'était accompagné d'une amélioration importante et continue de la productivité dans un large éventail de secteurs industriels, qui avait dans la plupart des cas permis d'effectuer un très net rattrapage technologique. Il s'était également accompagné de changements structurels au cours desquels une poignée de «pays industriels matures» étaient passés à un mode de développement davantage axé sur la technologie et les services, ce qui avait donné aux pays voisins davantage de possibilités d'utiliser leurs ressources naturelles et leurs réserves de main-d'œuvre pour s'industrialiser rapidement.

12. Néanmoins, un certain nombre de pays asiatiques étaient aussi confrontés à de considérables difficultés – déficits budgétaires et dette publique, forte dépendance à l'égard des exportations, réforme inachevée du secteur financier et du secteur des entreprises, résultats économiques médiocres dans les pays à faible revenu, instabilité des taux de change.

L'accumulation de réserves en devises permettait aux pays de mieux faire face au problème de l'instabilité des marchés financiers, et il était désormais important de corriger de façon progressive et ordonnée les déséquilibres mondiaux afin d'éviter de dérégler la croissance économique mondiale. Pour relancer le Cycle de Doha, il fallait accorder toute l'attention voulue aux intérêts des pays en développement, en particulier dans le domaine agricole. En outre, des efforts systématiques devaient être faits pour renforcer la cohérence entre le commerce mondial et les systèmes financiers internationaux.

13. Le représentant du **Zimbabwe**, s'exprimant au nom du **Groupe africain**, a dit que le ralentissement de la croissance de la production mondiale récemment enregistrée avait eu des effets néfastes sur les résultats économiques de l'Afrique. Étant donné que les perspectives de croissance à court terme ne laissaient pas entrevoir d'amélioration notable en Afrique, il serait impossible à ce continent d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire. Pour améliorer ces perspectives, il fallait poursuivre ou adopter des politiques qui stimulent la croissance en Afrique, mais il fallait surtout que celle-ci bénéficie d'une reprise soutenue de l'économie mondiale. Les autres conditions préalables étaient le renforcement de la coopération financière, comme convenu dans le consensus de Monterrey, et l'existence d'un système commercial et financier international plus favorable au développement. L'initiative prise par le Royaume-Uni en matière de financements internationaux et soutenue par la France était particulièrement appréciée, et il fallait espérer qu'elle serait bientôt suivie par des actes. De nombreux pays avaient souffert de la charge de leur dette et même des pays qui avaient atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) affichaient encore un niveau d'endettement intolérable. L'initiative concernant la restructuration de la dette des pays à revenus faibles et des pays à revenus intermédiaires ne faisant pas partie des PPTE et dont le niveau d'endettement était insupportable devrait être mise en œuvre.

14. Dans son analyse, le secrétariat de la CNUCED a montré que l'Afrique souffrait de problèmes à long terme. Après la décennie perdue des années 80, les années 90 n'avaient été caractérisées que par une faible reprise, due, dans une large mesure, à la persistance de contraintes extérieures restrictives. La faiblesse du prix des produits de base, la stagnation ou la diminution de l'aide publique au développement et, pour la plupart des pays africains, l'absence d'entrées de capitaux privés avaient fait reculer la formation brute de capital fixe et avait



distendu le lien entre l'investissement et la croissance de la production dans les années 90, en comparaison avec les années 60 et 70. Même l'application rigoureuse des politiques d'ajustement et des réformes économiques n'avait pas réussi à mettre en place un processus dynamique d'accumulation de capital et de croissance. L'existence d'une base industrielle large au niveau national jouait un rôle essentiel dans le développement économique en tant que source de forte croissance de la productivité et des revenus, mais la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total et la part de la production manufacturière dans le PIB avaient toutes deux régressé en Afrique subsaharienne au cours des 20 dernières années. Cette «désindustrialisation» pourrait traduire un rétablissement souhaitable de l'avantage comparatif que la plupart des pays africains possèdent dans les secteurs exploitant les ressources naturelles, après être passés de politiques de substitution des importations à des stratégies de développement davantage tournées vers l'extérieur. Toutefois, en Afrique subsaharienne, cette évolution n'avait pas été une conséquence négligeable d'écarts de productivité dans le cadre d'une expansion économique soutenue, mais avait coïncidé avec un ralentissement généralisé de la croissance de la production. Cela voulait donc dire que cette nouvelle orientation n'avait pas contribué à créer un environnement macroéconomique qui aurait encouragé les investisseurs et les entreprises à créer des capacités productives ou à les développer et à accroître la productivité. Il fallait donc repenser les stratégies de développement. Les stratégies de réduction de la pauvreté devaient reposer sur des politiques commerciales et des politiques d'investissement plus larges, plus stratégiques et plus actives que par le passé. Ces stratégies devaient être davantage tournées vers la croissance et tenir compte des réalités économiques des pays africains ainsi que de l'environnement international.

15. L'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, qui a porté sur des questions revêtant une importance cruciale pour les pays en développement, était un motif de préoccupation pour l'Afrique. Il était temps que les pays développés libéralisent leurs régimes commerciaux. Il était particulièrement décevant qu'aucun accord n'ait pu être trouvé à Cancún concernant la suppression des subventions agricoles dans les pays développés. Les initiatives spéciales telles que la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique adoptée par les États-Unis et l'initiative Tout sauf les armes de l'Union européenne étaient positives, mais elles ne devaient pas entraver la conclusion d'accords commerciaux plus larges axés sur le développement durable dans le cadre multilatéral de l'OMC.

16. Le représentant de la **République islamique d'Iran** a estimé que les conflits récents au Moyen-Orient, le ralentissement de l'économie mondiale et l'échec des négociations commerciales à Cancún avaient assombri les perspectives d'un développement économique stable. On mettait aujourd'hui fortement en doute la possibilité de réaliser les objectifs de développement du Millénaire. Outre les nombreux obstacles à la croissance économique et au développement, la majorité des pays en développement étaient pénalisés par un accès insuffisant aux marchés financiers internationaux. Pour réaliser les investissements nécessaires, sans lesquels la croissance ne serait pas durable, le seul moyen était de faire appel à ces marchés. L'expérience acquise par de nombreux pays en développement qui s'étaient efforcés de renforcer en vain l'accumulation de capital et la croissance en augmentant l'investissement étranger direct, en diminuant l'investissement public et en réduisant le rôle de l'État démontrait que l'application de recettes toutes faites et identiques à l'ensemble des pays en développement n'était pas la solution. Il faudrait élaborer une nouvelle stratégie de développement qui tienne compte des structures et des capacités de transformation sociale et économique de chaque pays. Il était désormais largement admis que les stratégies de développement devaient être repensées, même par les institutions qui étaient à l'origine de l'ancienne stratégie. La CNUCED était le cadre le plus approprié pour traiter ces questions, étudier les meilleurs moyens d'accélérer le développement économique des pays en développement et dégager un consensus en faveur du développement mondial.

17. Le représentant de la **Norvège**, faisant observer que le développement passait par la constitution d'un partenariat mondial et par le partage des responsabilités, a regretté l'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún. Tous les membres de l'OMC devraient désormais s'efforcer de manière constructive de trouver des solutions aux questions en suspens afin de faire aboutir sans retard les négociations. Le néoprotectionnisme et l'unilatéralisme ne permettaient pas de progresser. Toutefois, la libéralisation du commerce serait plus efficace si elle s'accompagnait de mesures garantissant la sécurité sociale, la réduction de la pauvreté, la responsabilité environnementale, la paix, la sécurité et la primauté du droit. L'accès aux marchés des produits des pays en développement devrait être considérablement amélioré. Les pays industrialisés étaient naturellement les marchés les plus importants, mais les pays en développement pouvaient aussi contribuer grandement à leur propre développement économique en améliorant l'accès aux marchés entre eux. L'aide publique au développement (APD) revêtait

une importance cruciale pour de nombreux pays en développement. Tous les pays développés devraient honorer leurs engagements en allouant 0,7 % de leur PIB à l'APD. Pour mettre en œuvre les plans d'action intersectoriels adoptés au niveau mondial et les objectifs de développement du Millénaire dans les délais fixés, les organismes des Nations Unies devraient mener une action plus concertée et coordonnée que par le passé et améliorer leurs méthodes de travail. L'objectif final devait être de contribuer au développement national en veillant à ce que les activités du système des Nations Unies en faveur du développement soient intégrées dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. La Norvège soutenait fermement l'idée selon laquelle la CNUCED devait fonctionner dans un cadre plus unifié, plus concerté, plus cohérent en tant que membre du système des Nations Unies, et avoir un impact au niveau national.

18. Le représentant de l'**Indonésie** a dit que les stratégies de développement fondées sur la substitution des importations et celles tournées vers l'extérieur n'étaient pas parvenues à résoudre les problèmes fondamentaux du développement, c'est-à-dire à réduire la pauvreté, à lutter contre le chômage et à assurer une croissance durable. Beaucoup entretenaient l'espoir que le système commercial multilatéral deviendrait le moteur de la reprise et du développement. Toutefois, la libéralisation des échanges ne pouvait à elle seule stimuler le développement et la prospérité économique. L'échec de la Conférence ministérielle de Cancún donnait à la communauté internationale l'occasion de redoubler d'efforts pour créer un environnement plus propice à la croissance et au développement. Il était temps que la communauté internationale accorde une plus grande attention au développement – qui n'avait pas été pris en compte jusqu'à présent – dans la gouvernance économique mondiale. Les grands pays industrialisés devraient soutenir plus activement les efforts des pays en développement visant à accélérer l'industrialisation et le progrès technologique et à renforcer les infrastructures publiques. Les organisations internationales concernées, notamment la CNUCED, devraient utiliser leurs compétences pour aider les pays en développement à élaborer et appliquer des politiques de développement adaptées à leurs ressources et à leur situation particulière. L'enjeu était désormais de donner un nouvel élan au renforcement de la coopération multilatérale. Il fallait sans tarder adopter des approches ouvertes, tolérantes et pragmatiques des problèmes de développement pour que la politique économique soit à nouveau au service de la justice sociale et de la stabilité.

19. Le représentant de l'**Algérie** a dit que les difficultés auxquelles l'économie américaine était confrontée depuis quelque temps avaient eu des effets préjudiciables sur la plupart des pays.

Les perspectives des pays en développement, en particulier des plus vulnérables d'entre eux, s'étaient considérablement assombries. Le ralentissement de la croissance économique s'était accompagné d'une dégradation de la situation sociale et humanitaire. Même si cette situation était imputable en partie à la fragilité des structures économiques, une croissance soutenue était impossible sans un volume suffisant de capitaux nationaux et étrangers. La chute de l'investissement étranger direct enregistrée en Afrique en 2002 était inquiétante. La plupart des pays africains n'avaient pas réussi à accroître la formation de capital, à favoriser le progrès technologique et à accélérer leur évolution structurelle vers des activités plus dynamiques. Les recettes d'exportation étaient toujours tributaires de produits de base dont les prix n'avaient cessé de baisser au cours des dernières années. Même si le scénario de croissance mondiale le plus optimiste se vérifiait, il serait très difficile de réaliser les objectifs de développement du Millénaire. L'échec de la Conférence de l'OMC à Cancún illustre la difficulté du système commercial multilatéral à mieux tenir compte des préoccupations des pays en développement. Les velléités unilatéralistes pourraient anéantir le seul cadre institutionnel dans lequel les pays en développement pourraient défendre leurs intérêts économiques et commerciaux. Les pays en développement n'avaient pas les moyens de s'adapter à l'instabilité croissante et seraient les premiers pénalisés par des pratiques commerciales unilatérales. Le développement économique était un défi qui nécessitait une solution globale. La mondialisation avait malheureusement aggravé la pauvreté et accentué les écarts mondiaux, créant des tensions qui menaçaient la paix et la stabilité dans le monde.

20. Le représentant de l'**Éthiopie** a dit que le ralentissement de la croissance mondiale en 2002 avait touché presque toutes les régions du monde, quoique à des degrés divers. La croissance économique spectaculaire enregistrée par les pays d'Asie de l'Est au cours des 40 dernières années les avait rendus relativement peu sensibles aux retournements de conjoncture. Contrairement à ce qui s'était passé en Afrique et en Amérique latine, le volume des investissements réalisés dans ces pays était resté élevé dans les années 90. Leur expérience montrait que la qualité des investissements comptait et que les investissements publics pouvaient entraîner une accumulation de capital, une hausse de la productivité et des changements structurels. En 2002, la croissance en Afrique avait été très inférieure au taux de 7 % nécessaire pour atteindre l'objectif visant à réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. La pandémie de VIH/sida, l'instabilité politique et les conflits armés étaient les principales raisons de cette crise

du développement en Afrique. L'initiative PPTE n'avait pas réussi à ramener l'endettement à long terme à un niveau supportable et le service de la dette absorbait toujours des ressources limitées au détriment d'autres priorités. Les flux d'APD avaient considérablement chuté depuis les années 80 et les entrées d'investissements étrangers directs restaient modestes en chiffres absolus, se concentrant dans quelques pays et dans quelques activités économiques. La part de l'Afrique dans le commerce mondial s'était également effondrée entre 1980 et 2002. Les exportations du continent portaient essentiellement sur quelques produits de base, qui étaient pénalisés par une baisse séculaire des prix. Il incombait principalement aux Africains eux-mêmes de résoudre les problèmes de leur continent, essentiellement en mettant en place une gestion économique plus rationnelle, en améliorant la gouvernance, en réduisant la pauvreté et en formant un partenariat fondé sur une responsabilité partagée. Toutefois, l'Afrique avait aussi besoin de mesures internationales visant à augmenter les flux financiers destinés à la région et d'une assistance technique au renforcement des capacités. Concernant l'accès élargi aux marchés, le Conseil devrait approuver les recommandations issues de la réunion de personnalités sur les questions relatives aux produits de base (TD/B/50/11) et les transmettre à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session, pour examen.

21. Le représentant du **Nicaragua** a souligné l'importance de veiller à la cohérence des activités et négociations internationales d'une part, et des stratégies nationales de développement d'autre part. L'ouverture économique de la plupart des pays latino-américains au cours de la dernière décennie avait accru l'interdépendance et une multitude d'accords commerciaux étaient en cours de négociation dans la région. Toutefois, ces efforts de libéralisation devaient s'accompagner de mesures visant à contrer les effets néfastes qu'ils pouvaient avoir dans les pays pauvres. Les pays développés devraient aider de différentes façons à satisfaire les besoins de financement des pays en développement, en particulier en redoublant d'efforts pour allouer 0,7 % de leur PIB à l'APD conformément à l'objectif fixé. Le Nicaragua avait récemment lancé un plan de développement national qui comprenait une stratégie de développement reposant sur les possibilités et les besoins du pays. Mais son développement continuait d'être entravé par le niveau élevé de sa dette publique extérieure, problème que partageaient de nombreux autres pays en développement. Pour résoudre ce problème, de nouvelles mesures permettant à ces pays de remplir les conditions fixées pour bénéficier d'un allègement de la dette devaient être adoptées. L'échec des négociations commerciales à la Conférence ministérielle de Cancún constituait un

autre motif de préoccupation. Pour les pays en développement, un meilleur accès aux marchés, en particulier pour les produits revêtant une importance stratégique, et un traitement spécial et différencié étaient des questions cruciales. Il était donc essentiel d'accélérer les négociations commerciales multilatérales. Les dernières conférences internationales organisées à Doha, à Monterrey et à Johannesburg avaient démontré la nécessité de traiter la question de l'interdépendance dans le cadre du programme économique international pour le développement durable.

22. Le représentant de **Cuba** a estimé que la mondialisation était un produit du néolibéralisme qui avait contribué à accroître la pauvreté et à maintenir le sous-développement dans de nombreux pays du monde, et dont les effets étaient bénéfiques pour quelques pays et préjudiciables à de nombreux pays en développement. Cela s'expliquait par le hiatus entre la libéralisation commerciale visant à favoriser le développement d'une part, et les politiques discriminatoires touchant les relations commerciales entre pays développés et pays en développement d'autre part. *Le Rapport sur le commerce et le développement 2003* illustre bien cette situation. La participation des pays en développement au commerce mondial avait diminué depuis 1980. Près des deux tiers des échanges mondiaux étaient concentrés dans les pays occidentaux alors que les parts de l'Amérique latine et de l'Afrique étaient négligeables. La chute du prix de nombreux produits de base avait entraîné une baisse du revenu national dans de nombreux pays en développement. Tout cela semblait indiquer que le libre-échange ne suffisait pas à combler l'écart de revenus entre les pays développés et les pays en développement. D'où la nécessité de procéder à un transfert de ressources vers les pays en développement, d'éliminer les pratiques commerciales discriminatoires et d'accroître les capacités d'exportation des pays en développement.

23. Le représentant de la **Chine** a dit qu'un certain nombre d'incertitudes, ainsi que les retombées de la guerre en Iraq et de la pandémie de SRAS, assombrissaient les perspectives de l'économie mondiale. Les échanges mondiaux n'avaient progressé que lentement, et les négociations commerciales multilatérales étaient dans l'impasse. L'échec de Cancún mettait en lumière les déséquilibres existant dans le système commercial multilatéral, lesquels avaient contribué à aggraver l'écart entre riches et pauvres. De nombreux pays en développement souffraient de la pénurie de ressources financières et de la détérioration de l'environnement commercial. Il était indispensable d'améliorer la conduite de l'économie mondiale et de

s'attacher au développement de technologies et d'industries nouvelles, afin de répartir de manière équilibrée les avantages de la croissance et de la mondialisation. Il ne pouvait y avoir croissance sans une accumulation de capital suffisante, mais la solution des difficultés inhérentes au développement exigeait aussi un environnement extérieur favorable. Lors de l'élaboration des règles économiques et commerciales internationales, il convenait d'accorder la priorité aux intérêts des pays en développement. La communauté internationale devait multiplier les efforts qu'elle consacrait à coordonner les politiques de développement, à faciliter le financement du développement et à fournir aux pays en développement une assistance technique et financière. Il était extrêmement important de travailler au renforcement des capacités dans les pays en développement, en particulier dans les domaines de l'accumulation de capital et des transformations structurelles, ainsi que de créer des mécanismes de nature à protéger ces pays contre l'instabilité des marchés internationaux. Les pays en développement eux-mêmes devaient entreprendre activement des réformes favorisant les mécanismes du marché, se doter de politiques monétaires, financières et industrielles dynamiques, s'ouvrir progressivement à l'économie mondiale et réduire leur dépendance vis-à-vis des produits de base. La CNUCED devait continuer à jouer un rôle positif dans la promotion d'un consensus entre le Nord et le Sud ainsi qu'à renforcer la coopération internationale.

24. Le représentant de l'**Inde** a dit que l'accumulation de capital et l'investissement productif étaient indispensables à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Pour disposer de capitaux, les pays en développement devaient accroître de manière appréciable leurs exportations à destination des pays développés. On ne pouvait préconiser la liberté des échanges tout en élevant des obstacles au commerce dans les pays développés sans provoquer une réaction de cynisme dans les pays en développement, qui n'avaient pas retiré beaucoup d'avantages du Cycle d'Uruguay. La participation des pays en développement au système commercial mondial devait assurer une amélioration de l'accès aux marchés et une stabilisation des prix pour leurs exportations, et laisser à leurs dirigeants plus de liberté de manœuvre pour développer leurs industries locales. De nombreux pays en développement n'avaient pas les capacités administratives nécessaires pour assurer comme il convenait le respect des règles de concurrence. L'absence de régulation n'assurait pas nécessairement l'efficacité du marché, et les conséquences de la libéralisation devaient aussi être acceptables pour la collectivité. Tant que subsistaient les imperfections du marché, la libéralisation des échanges risquait bel et bien

d'entraîner des conséquences défavorables pour tous, la privatisation n'était pas une panacée et la non-intervention des pouvoirs publics ne garantissait pas la stabilité économique. Pour que l'expression «communauté mondiale» ait vraiment un sens, il fallait adopter une approche intégrée à l'égard de la gouvernance économique mondiale et élaborer des programmes concrets, bénéficiant d'un financement suffisant, pour protéger les membres les moins favorisés de cette communauté contre les répercussions de chocs externes, et pour combler la brèche toujours plus profonde qui les séparait des membres les mieux lotis. La CNUCED, dont le rôle et la responsabilité étaient prééminents dans le domaine du commerce et du développement, ne devait cesser de rappeler à la communauté internationale que le système économique mondial devait assurer à tous un plus grand bien-être.

25. Le représentant des **États-Unis** a dit que tous ne se ralliaient pas à l'analyse contenue dans le *Rapport sur le commerce et le développement 2003*. Le contraste était frappant entre les médiocres résultats obtenus récemment par certains pays d'Amérique latine et la situation observée en Asie de l'Est, où les pays avaient connu une croissance économique accélérée. L'Europe orientale avait aussi obtenu de bons résultats, et même l'Afrique avait été relativement peu touchée par le ralentissement de l'économie mondiale. Le Consensus de Washington n'était pas une mauvaise chose en soi, mais il ne suffisait pas. Il consistait à préconiser la discipline budgétaire, la limitation des dépenses publiques et la réforme fiscale, des taux d'intérêt déterminés par le marché, des taux de change compétitifs, la libéralisation des échanges, la promotion de l'investissement étranger, la privatisation des entreprises publiques, la dérégulation et la protection des droits de propriété. C'était un programme axé sur la bonne gestion des finances publiques et la mise en place de marchés fonctionnant correctement. Avec le temps, il était devenu évident que pour installer une croissance forte, régulière, équitable et soutenue, il fallait aussi assurer une bonne gouvernance, des conditions de transparence et un développement institutionnel largement entendu; il était devenu évident aussi qu'il fallait adopter des taux de change variables et des politiques de finances publiques anticycliques pour que les économies soient mieux préparées à résister aux crises. Dans les pays en développement, les pouvoirs publics devaient, par ailleurs, disposer d'une certaine marge de manœuvre pour pouvoir réagir lorsque l'environnement économique international devenait défavorable. Pour sauvegarder le consensus social et économique en faveur de la réforme, il fallait accorder davantage d'attention à la répartition des revenus, aux programmes sociaux, à la réforme agraire, à l'éducation et



s'efforcer davantage d'intégrer dans l'économie formelle les entreprises qui lui étaient extérieures. La crise qui s'était déclarée en Amérique latine montrait que le Consensus de Washington ne suffisait pas à tout régler, mais tout pays se donnant pour but la stabilisation, la libéralisation et la croissance, dans l'économie mondiale telle qu'elle était, devait néanmoins faire une place aux principes sur lesquels le Consensus reposait. Toutefois, il y avait davantage à faire qu'on ne l'avait cru nécessaire au début des années 90 si l'on voulait que les avantages de la réforme soient durables et généralisés.

26. Le représentant de la **République de Corée** a dit que l'économie mondiale devait faire face à un écart déflationniste croissant. Jusqu'à présent, la reprise qui après une période de ralentissement s'était amorcée depuis 2001 avait été faible, et il y avait encore des risques de baisse conjoncturelle. Tous les pays en développement n'étaient pas également en mesure de réagir à l'instabilité croissante de l'économie mondiale, et il était de moins en moins sûr que les objectifs de développement fixés au niveau international pourraient être atteints. La onzième session de la CNUCED offrait une occasion importante de rechercher de meilleurs moyens de relever les défis du développement. Le *Rapport sur le commerce et le développement 2003* citait la République de Corée comme modèle d'industrialisation réussie. Sans doute l'industrialisation intensive tirée par les exportations, mise en route sous l'énergique direction des pouvoirs publics, avait-elle été à l'origine le moteur du rapide développement économique du pays, mais la crise financière de 1997 avait aussi révélé certaines faiblesses. Des réformes structurelles avaient été entreprises pour surmonter rapidement la crise et progresser plus avant dans le développement. La demande intérieure avait été stimulée par de faibles taux d'intérêt, une augmentation suffisamment importante des dépenses publiques et des réductions d'impôt, et la priorité avait été accordée aux investissements propres à revitaliser l'économie, à la modernisation technologique et à l'amélioration de la productivité. Il fallait mettre en place des mécanismes de marché développés, grâce auxquels les entreprises pourraient investir et exercer leurs activités dans un environnement transparent. La République de Corée était foncièrement attachée au succès du Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha, dont le but devait être de trouver un juste équilibre entre les différents intérêts des pays en développement et des pays développés. Une heureuse conclusion de ces négociations était essentielle si l'on voulait revitaliser une économie mondiale déprimée et refermer la brèche ouverte dans le développement mondial. Comme la récente Conférence ministérielle de Cancún

s'était terminée sans enregistrer de résultats substantiels, il fallait maintenant de toute urgence remettre sur le rail le processus de négociations commerciales.

27. Le représentant du **Bangladesh** a fait observer que, tandis que précédemment de nombreux pays n'avaient ouvert leurs économies que dans une mesure limitée, ces dernières années la privatisation, la libéralisation et la réduction de l'intervention de l'État étaient devenues des orientations centrales de l'élaboration des politiques. Les nouvelles règles multilatérales avaient beaucoup réduit la marge de manœuvre laissée aux gouvernements pour l'élaboration de politiques. De nombreux pays en développement étaient de plus en plus tributaires de capitaux étrangers, en particulier sous la forme d'investissements étrangers directs dont on espérait qu'ils favoriseraient l'acquisition de compétences de gestion et de technologies, ainsi que l'intégration dans l'économie mondiale. La rapide libéralisation des échanges, souvent entreprise dans le cadre de programmes d'ajustement structurel, n'avait pas toujours produit les résultats souhaités, et des faiblesses structurelles demeuraient dans un certain nombre de pays, comme cela a été souligné dans le *Rapport sur le commerce et le développement 2003*. En l'absence d'un cadre réglementaire judicieux et efficace, la libéralisation financière pouvait être nuisible sur des marchés des capitaux nationaux insuffisamment développés. Faute d'arrangements internationaux assurant une plus grande stabilité financière, il était important que les pays en développement conservent assez d'autonomie d'action pour limiter leur vulnérabilité face à des marchés financiers internationaux sujets à des fluctuations. Il ne pouvait y avoir de croissance durable sans un volume d'investissements suffisant, et la création de secteurs industriels viables dans les pays en développement était extrêmement tributaire d'un accès favorable aux marchés mondiaux pour leurs produits d'exportation. La mondialisation était de nature à accélérer la croissance, à créer des emplois et à favoriser la hausse des revenus, mais jusque-là les pays en développement avaient retiré des échanges moins d'avantages que les pays industriels, en partie à cause de la chute des prix des produits de base et de leur spécialisation dans des domaines de production industrielle à faible valeur ajoutée intérieure. Des politiques commerciales et macroéconomiques judicieuses au niveau national devaient être accompagnées par des politiques cohérentes et complémentaires au niveau international.

28. Le représentant du **Bélarus** a dit qu'au vu des maigres résultats obtenus par la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, il était devenu évident que la solution des contradictions existant dans le commerce mondial ne serait trouvée que dans le cadre d'un système commercial

ouvert, impartial et prévisible. La CNUCED pouvait beaucoup contribuer à la mise en place d'un tel système. Le ralentissement notable de la croissance, surtout dans les pays développés, était une autre source de préoccupation. Une analyse approfondie des causes de la crise s'imposait, mais aussi, de la part des gouvernements des pays développés, des efforts résolus visant à stimuler la croissance. Ces efforts devaient s'accompagner de mesures spécifiques d'aide aux pays en développement, en particulier aux moins développés d'entre eux. En dépit d'une situation économique mondiale difficile, le Bélarus avait réussi à obtenir une croissance moyenne du PIB d'environ 5 % pendant les trois années écoulées, et la production industrielle comme les investissements avaient aussi progressé de manière satisfaisante pendant le premier semestre de 2003. Le Bélarus avait élaboré un concept d'économie de marché à orientation sociale, qui faisait une juste place à l'initiative privée et au sens des responsabilités. Il faisait désormais partie du groupe des pays où l'indice du développement humain était élevé. La CNUCED avait un rôle important à jouer car elle pouvait beaucoup aider les pays en développement et les pays en transition à s'intégrer avec succès dans l'économie mondiale.

29. Le représentant de la **Fédération de Russie** a dit que, pendant les trois années écoulées, les pays en transition avaient réussi à obtenir des taux de croissance relativement élevés. Dans les pays membres de la Communauté d'États indépendants, où les exportations se faisaient en grande partie à destination du marché russe, la croissance du PIB avait atteint 4,6 %, et les évolutions observées en 2003 dans la Fédération de Russie étaient de nouveau assez favorables. Le marché des valeurs mobilières se développait considérablement, et la cote de solvabilité internationale de la Fédération de Russie lui permettrait bientôt d'être classée dans la catégorie des bons investissements. L'activité économique intérieure était stimulée par le fait que le Gouvernement donnait la priorité à la pleine intégration de son économie dans l'économie mondiale et à l'adhésion à l'OMC. La Fédération de Russie approuvait le mandat de la CNUCED qui faisait d'elle l'organisme central chargé des questions de commerce et de développement dans le système des Nations Unies. Les analyses effectuées par le secrétariat étaient très utiles aux débats internationaux visant à définir les mécanismes qui permettraient le mieux de prévoir et d'éviter les situations de crise, ou de les gérer une fois qu'elles s'étaient produites. La communauté internationale devrait se donner pour objectif de mettre en place un système économique dans lequel la mondialisation serait bénéfique pour tous les pays. La CNUCED, forte de son expérience à la fois des travaux d'analyse et de la coopération technique,

pourrait contribuer à surmonter la crise des négociations multilatérales après Cancún. Le secrétariat avait procédé à une évaluation pragmatique et équilibrée du processus de mondialisation et de ses conséquences possibles pour les pays en développement et les pays en transition; cette évaluation devait déboucher sur des recommandations concrètes concernant les moyens d'éviter les conséquences négatives possibles de la mondialisation ou d'en venir à bout.

-----